

nationales prévoient des règles de ventilation des coûts afférents au partage de la ressource ou du bien foncier et à la coordination des travaux de génie civil.

↓ 2009/140/CE Art. 1.14 (adapté)  
⇒ nouveau

52. Les mesures prises par une autorité ~~réglementaire nationale~~ ⇒ compétente ⇐ conformément au présent article sont objectives, transparentes, non discriminatoires et proportionnées. Lorsque cela est pertinent, ces mesures sont exécutées en ~~coopération~~ coordination avec les autorités ~~locales~~ ⇒ de régulation nationales ⇐ .

## CHAPITRE II

### ACCÈS AU SPECTRE RADIOÉLECTRIQUE

#### SECTION 1 AUTORISATIONS

↓ 2009/140/CE Art. 1.10  
(adapté)  
⇒ nouveau

##### Article ~~945~~

##### Gestion ☒ du spectre radioélectrique ☒ ~~des radiofréquences pour les services de communications électroniques~~

1. Tenant dûment compte du fait que ~~les radiofréquences sont~~ ⇒ le spectre radioélectrique est ⇐ un bien public qui possède une importante valeur sociale, culturelle et économique, les États membres veillent à la gestion efficace ~~des radiofréquences~~ ⇒ du spectre radioélectrique ⇐ pour les services ⇒ et réseaux ⇐ de communications électroniques sur leur territoire conformément aux articles ~~83~~ et ~~48 bis~~. Ils veillent à ce que l'attribution du spectre ⇒ radioélectrique ⇐ aux fins des services ⇒ et réseaux ⇐ de communications électroniques et l'octroi des autorisations générales ou des droits individuels d'utilisation ~~de telles radiofréquences~~ ⇒ dudit spectre radioélectrique ⇐ par les autorités ~~nationales~~ compétentes soient fondés sur des critères objectifs, transparents, non discriminatoires et proportionnés.

Lors de l'application du présent article, les États membres respectent les accords internationaux applicables, y compris le règlement de l'UIT relatif aux radiocommunications ⇒ et les autres accords adoptés dans le cadre de l'UIT ⇐ , et peuvent tenir compte de considérations d'intérêt d'ordre public.

2. Les États membres promeuvent l'harmonisation de l'utilisation ~~des radiofréquences~~ ⇒ du spectre radioélectrique ⇐ dans l'ensemble de la Communauté ☒ l'Union ☒ , qui va de pair avec la nécessité d'assurer que ~~les radiofréquences sont~~ ⇒ le spectre radioélectrique est ⇐ utilisées d'une manière efficace et ~~effective~~ ☒ efficiente ☒ , et que le consommateur en retire des bénéfices tels que des économies d'échelle et l'interopérabilité des services ☒ et des réseaux ☒ . Ce faisant, les États membres agissent conformément à l'article ~~8 bis~~ 4 et à la décision n° 676/2002/CE (~~décision «spectre radioélectrique»~~) ⇒ , notamment ⇐ :.

- (a) en assurant la couverture de leur territoire national et de leur population en haute qualité et à haut débit, tant en intérieur qu'en extérieur, y compris le long des principaux axes de transport, dont le réseau transeuropéen de transport;
- (b) en veillant à ce que les zones présentant des caractéristiques similaires, notamment en matière de déploiement de réseau ou de densité de population, fassent l'objet de conditions de couverture homogènes;
- (c) en facilitant le développement rapide, dans l'Union, de nouvelles technologies et applications de communications sans fil, y compris, le cas échéant, selon une approche transsectorielle;
- (d) en assurant la prévention du brouillage préjudiciable, qu'il soit transfrontalier ou national, conformément aux articles 28 et 46, selon le cas, et en prenant des mesures préventives et correctrices appropriées à cette fin;
- (e) en promouvant l'utilisation partagée du spectre radioélectrique pour des utilisations similaires et/ou différentes du spectre par l'établissement de règles et conditions de partage appropriées, y compris la protection des droits d'utilisation existants, conformément au droit de l'Union;
- (f) en appliquant le système d'autorisation le plus approprié et le moins onéreux possible conformément à l'article 46 de manière à maximiser la flexibilité, le partage et l'efficacité dans l'utilisation du spectre radioélectrique;
- (g) en veillant à ce que les règles applicables à l'octroi, à la cession, au renouvellement, à la modification et au retrait des droits d'utilisation du spectre radioélectrique soient définies de manière claire et transparente et soient appliquées de manière à garantir la sécurité, la cohérence et la prévisibilité réglementaires;
- (h) en veillant à la cohérence et à la prévisibilité, dans l'ensemble de l'Union, des modalités d'autorisation de l'utilisation du spectre radioélectrique pour protéger la santé publique contre les champs électromagnétiques préjudiciables.

Lorsqu'elle adopte des mesures d'harmonisation technique en vertu de la décision n° 676/2002/CE, la Commission peut, en tenant le plus grand compte de l'avis du groupe pour la politique en matière de spectre radioélectrique, adopter une mesure d'exécution déterminant s'il y a lieu, conformément à l'article 46 de la présente directive, de soumettre les droits dans la bande harmonisée à une autorisation générale ou à des droits individuels d'utilisation. Ces mesures d'exécution sont adoptées en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 110, paragraphe 4.

Lorsque la Commission envisage d'agir par la voie de mesures conformément à l'article 39, elle peut solliciter l'avis du groupe pour la politique en matière de spectre radioélectrique quant aux implications de toute norme ou spécification de cette nature pour la coordination, l'harmonisation et la disponibilité du spectre radioélectrique. La Commission tient le plus grand compte de l'avis du groupe pour la politique en matière de spectre radioélectrique pour adopter toute mesure ultérieure.

3. Si l'utilisation d'une bande harmonisée ne suscite pas de demande sur le marché national ou régional, et sous réserve de la mesure d'harmonisation adoptée en vertu de la décision

n° 676/2002/CE, les États membres peuvent autoriser une utilisation alternative de tout ou partie de cette bande, y compris l'utilisation existante, conformément aux paragraphes 4 et 5, à condition:

- (a) que l'absence de demande du marché pour l'utilisation de la bande harmonisée procède d'un constat établi sur la base d'une consultation publique conformément à l'article 23;
- (b) que cette utilisation alternative n'empêche ou n'entrave pas la disponibilité ou l'utilisation de la bande harmonisée dans d'autres États membres; et
- (c) que l'État membre concerné tienne dûment compte de l'utilisation ou de la disponibilité à long terme de la bande harmonisée dans l'Union et des économies d'échelle en matière d'équipements résultant de l'utilisation du spectre radioélectrique harmonisé dans l'Union.

L'utilisation alternative n'est autorisée qu'à titre exceptionnel. Elle fait l'objet d'un réexamen tous les trois ans ou sur demande adressée par un utilisateur potentiel à l'autorité compétente pour l'utilisation de la bande conformément à la mesure d'harmonisation. L'État membre informe la Commission et les autres États membres de la décision prise ainsi que des conclusions des réexamens éventuels, accompagnées de leur motivation.

↓ 2009/140/CE Art. 1.10 (adapté)  
⇒ nouveau

34. Sauf disposition contraire du deuxième alinéa, les États membres veillent à ce que tous les types de technologies utilisés pour les services ~~ou réseaux~~ de communications électroniques puissent être utilisés dans ~~les bandes de fréquences~~ le spectre radioélectrique ~~de~~ déclarées disponibles pour les services de communications électroniques dans leur plan national d'attribution des fréquences conformément à la législation communautaire ~~de~~ de l'Union ~~et~~.

Les États membres peuvent toutefois prévoir des restrictions proportionnées et non discriminatoires aux types de réseau de radiocommunications et de technologie sans fil utilisés pour les services de communications électroniques si cela est nécessaire pour:

- a) éviter le brouillage préjudiciable;
- b) protéger la santé publique contre les champs électromagnétiques ~~et~~, en tenant le plus grand compte de la recommandation 1999/519/CE du Conseil<sup>94</sup> ~~et~~;
- c) assurer la qualité technique du service;
- d) ~~optimiser le partage des radiofréquences~~ ⇒ maximiser l'utilisation partagée des ressources du spectre radioélectrique, conformément au droit de l'Union ~~et~~;
- e) préserver l'efficacité de l'utilisation ~~et~~ efficace ~~et~~ du spectre radioélectrique ~~et~~ ; ou
- f) réaliser un objectif d'intérêt général conformément au paragraphe 54.

45. Sauf disposition contraire du deuxième alinéa, les États membres veillent à ce que tous les types de services de communications électroniques puissent être utilisés dans ~~les bandes de~~

<sup>94</sup> Recommandation 1999/519/CE du Conseil du 12 juillet 1999, relative à la limitation de l'exposition du public aux champs électromagnétiques (de 0 Hz à 300 GHz) (JO L 199 du 30.7.1999, p. 59).

~~fréquences~~ ⇒ le spectre radioélectrique ⇐ ~~déclarées disponibles~~ pour les services de communications électroniques dans leur plan national d'attribution des fréquences conformément à la législation ~~communautaire~~ ⇒ de l'Union ⇐ . Les États membres peuvent toutefois prévoir des restrictions proportionnées et non discriminatoires aux types de services de communications électroniques à fournir, y compris, si nécessaire, pour satisfaire à une exigence du règlement des radiocommunications de l'UIT.

Les mesures imposant qu'un service de communications électroniques soit fourni dans une bande de fréquences spécifique disponible pour les services de communications électroniques se justifient par la nécessité d'assurer la réalisation d'un objectif d'intérêt général tel que défini par les États membres conformément à la législation ~~communautaire~~ ☒ de l'Union ☒ , tel que notamment, mais non exclusivement:

- a) la sauvegarde de la vie humaine;
- b) la promotion de la cohésion sociale, régionale ou territoriale;
- c) l'évitement d'une utilisation ~~inefficace~~ ☒ inefficente ☒ ~~des radiofréquences~~ ⇒ du spectre radioélectrique ⇐ ; ou
- d) la promotion de la diversité culturelle et linguistique ainsi que du pluralisme des médias, par exemple par la fourniture de services de radio et de télédiffusion.

Une mesure interdisant la fourniture de tout autre service de communications électroniques dans une bande de fréquences spécifique ne peut être prise que si elle se justifie par la nécessité de protéger des services visant à assurer la sauvegarde de la vie humaine. Les États membres peuvent en outre étendre exceptionnellement la portée d'une telle mesure pour atteindre d'autres objectifs d'intérêt général, déterminés par les États membres conformément à la législation ~~communautaire~~ ☒ de l'Union ☒ .

~~65.~~ Les États membres réexaminent régulièrement la nécessité des restrictions visées aux paragraphes ~~34~~ et ~~45~~ et rendent publics les résultats de ces réexamens.

↓ nouveau

7. Les restrictions établies avant le 25 mai 2011 respectent les paragraphes 4 et 5 à la date d'application de la présente directive.

↓ 2009/140/CE Art. 1.10

~~6. Les paragraphes 3 et 4 s'appliquent au spectre attribué aux fins des services de communications électroniques, ainsi qu'aux autorisations générales et aux droits individuels d'utilisation des radiofréquences octroyés après le 25 mai 2011.~~

~~Les attributions du spectre, les autorisations générales et les droits individuels d'utilisation existant à la date du 25 mai 2011 sont soumis à l'article 9 bis.~~

~~7. Sans préjudice des dispositions des directives particulières et compte tenu de la situation en la matière au niveau national, les États membres peuvent fixer des règles pour prévenir la thésaurisation de fréquences, notamment en établissant des délais impératifs pour l'exploitation effective des droits d'utilisation par leur titulaire et en appliquant des sanctions, y compris des sanctions financières ou le retrait des droits d'utilisation, en cas de non respect des délais. Les règles sont établies et appliquées d'une façon proportionnée, non discriminatoire et transparente.~~